

14 janvier 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'occasion de la réception du peuple togolais à la maison du Parti, sur l'aide au développement et la coopération française en Afrique noire francophone, notamment au Togo, ainsi que sur les problèmes de l'Afrique australe, Lomé, vendredi 14 janvier 1983.

Monsieur le président,

- Voici qu'un nouveau voyage me conduit dans cette Afrique où, représentant la France, je ne peux arriver sans plaisir et sans émotion, tant j'y retrouve d'amis avec qui j'ai le sentiment de partager une naturelle communauté de vues, de préoccupations et d'espairs. Je vous remercie de votre accueil, de sa chaleur, qui me paraît aller bien au-delà de ce que dicte l'hospitalité, l'affabilité et l'ouverture d'esprit si appréciées de ceux qui connaissent le Togo.

- En vérité, vous savez bien qu'en recevant le Président de la République française, vous recevez le messager d'un peuple ami. Et je suis heureux et honoré de l'occasion qui m'est donnée de réaffirmer cette amitié au Président fondateur du Rassemblement du Peuple Togolais `Gnassingbe Eyadema` et à ses militants. Vous êtes en effet, mesdemoiselles, mesdames et messieurs, le soutien et les animateurs d'un pays qui accomplit son unité, qui assure son assise intérieure et qui affirme son audience internationale.

- Lorsque j'évoque vos efforts pour la construction de votre unité, je pense aux difficultés d'allier le particularisme africain, les clivages ethniques avec la consolidation de l'unité nationale sans pour autant perdre sa personnalité et en Europe, on n'en mesure pas toujours le difficile chemin. Dans cette recherche, je veux féliciter le Général Eyadema d'avoir favorisé l'organisation à Lomé, en novembre 1982, du colloque de l'Association des jeunes juristes africains sur "la problématique des Droits de l'Homme dans les traditions africaines".

- Et vous, animateurs, vous êtes aussi les délégués d'un peuple travailleur qui a su maintenir et faire prospérer une agriculture vivante, riche de produits variés. Dans de nombreux domaines économiques, vous avez su oser et, si malheureusement certaines réalisations ont été mises en difficulté, cela est dû davantage au hasard et aux fluctuations des marchés internationaux dont vous n'êtes pas responsables.

- Enfin, je suis heureux de saluer le Général Eyadema, président de la République togolaise. Je retrouve en sa personne un chef d'Etat écouté dont je connais l'amitié sans défaillance pour la France et le dévouement à la cause africaine. J'apprécie, à sa valeur, l'occasion de poursuivre en sa compagnie l'utile dialogue que nous avons noué lors de nos précédentes rencontres. Et tout à l'heure, lorsque vous me remettiez le degré suprême de votre ordre national, je pensais que j'étais privé de ce plaisir d'avoir à vous rendre le même geste. Seulement, voilà, cela fait longtemps que la France a reconnu en vous le chef d'Etat ami, puisqu'un de mes prédécesseurs a déjà procédé à cette cérémonie. Vous êtes titulaire du degré supérieur des deux grands ordres nationaux français, et d'une façon plus modeste, mais non moins importante à mes yeux, titulaire de bien des distinctions militaires - je pense en-particulier à la valeur militaire d'un homme qui a

toujours su faire son devoir.\

Monsieur le président, mesdames et messieurs, notre rencontre survient à un moment où la communauté africaine est en proie à de graves incertitudes. C'est pourquoi je voudrais redire ici, que la France, en ces circonstances difficiles, se sent proche de ses amis africains, se veut solidaire du monde auquel ils appartiennent : celui des démunis qui cherchent les voies du progrès, à l'abri des menaces de tous ordres, économiques et politiques. Et je saisis ce moment pour vous confirmer ma volonté de voir la France apporter sa contribution à la sécurité de ses amis. Bien entendu, dans la mesure où ceux-ci le demandent clairement. Car si la France reste présente en Afrique, on ne la verra s'ingérer nulle part.

- Jamais donc les besoins de concertation et d'association n'ont été aussi nécessaires pour assurer la paix, le développement des économies, l'avenir de millions d'hommes qui veulent mieux se nourrir, mieux se soigner et mieux apprendre. C'est une voie que le Togo poursuit avec grand mérite. En participant à la promotion de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, que vous venez de rappeler, monsieur le président, vous avez répondu au besoin intense qu'ont les peuples de reconnaître et partager avec ceux qui leur sont proches une identité naturelle d'intérêts, une certaine similitude de pensée et de civilisation.

- Il est bien clair que la nécessaire association entre les états commence au sein des instances régionales.\

Nous sommes, Africains et Européens, conscients d'une gigantesque compétition dont les coups et contrecoups se font sentir partout, de l'Amérique centrale à l'Asie du Sud-Est, oui nous en sommes conscients, alors qu'ils ébranlent le monde. Cette rivalité est d'autant plus redoutable qu'elle se déploie dans une période où nul n'échappe à une grave crise économique. Quelles que soient les orientations choisies, les méthodes mises en oeuvre, la baisse de production, l'inactivité des hommes, l'inflation intérieure, l'impossibilité de faire face aux charges financières extérieures, s'étendent progressivement à tous. Les plus faibles, ceux qui souvent avaient placé davantage d'espoirs dans un développement rapide, qui avaient consenti dans ce but d'immenses sacrifices, sont les premiers et les plus durement touchés. Mais je réaffirme, encore une fois, qu'il n'y a de solution pour personne en dehors d'une nécessaire entr'aide internationale. Je suis persuadé que cette solidarité doit unir les plus défavorisés et ceux qui sont parvenus à accumuler des ressources, mais qui peuvent et qui doivent permettre aux autres de vivre mieux.\

Je réaffirme ma conviction personnelle et profonde que le monde industriel doit agir davantage qu'il n'a fait jusqu'à présent. Vous savez que j'ai demandé à mon pays d'augmenter la proportion de ses dépenses pour rejoindre d'ici cinq ans les niveaux souhaités par l'Organisation des Nations unies `ONU`. Déjà entre le point de départ et les 0,7 % du produit intérieur brut qui sont visés, la moitié du chemin a été accomplie. J'ai agi de même pour les pays dits les moins avancés `PMA` lors de la Conférence de Paris. J'avais annoncé que nous irions aux 0,15 % souhaités. Nous sommes sur cette voie pour les deux à trois années qui viennent. Et dans le même esprit, nous sommes intervenus pour que soit pallié le risque de non-renouvellement des fonds de l'AID.

- Il y a quelques semaines, j'ai demandé au ministre de l'économie et des finances `Jacques Delors` français, de plaider dans une enceinte internationale, pour que soient donnés au Fonds monétaire `FMI` des moyens d'une ampleur suffisante, afin de pouvoir faire face aux besoins des pays dont le niveau d'endettement et la situation économique justifient la mise à leur disposition de ressources importantes et rapidement utilisables.

- J'ai pu constater au-cours de ces dernières semaines que de certains côtés - je pense, en particulier aux Etats-Unis d'Amérique - s'étaient exprimés quelques dirigeants qui, enfin, avec quelques années de retard, allaient dans ce sens. Ils laissaient entendre que la demande française de doublement des montants du Fonds monétaire international était une volonté désirable. En tout cas, nous sommes engagés maintenant dans un progrès que j'estime prometteur.\

Mais bien sûr, tout cet effort n'aurait aucun sens si parallèlement n'était poursuivi celui d'une meilleure organisation de l'économie mondiale, de façon plus juste, plus équilibrée et surtout plus stable.

- Comment prévoir, comment planifier, sur quels critères fonder le développement et la transformation des produits de base si leurs prix connaissent des fluctuations incessantes et

transformation des produits de base, si leurs prix connaissent des fluctuations importantes et considérables ? Je partage à ce sujet les soucis du Togo, ceux des autres pays d'Afrique, et je continuerai de soutenir leur cause sans relâche. J'ai pu observer ici même de quelle variation de cours vous avez souffert pour vos phosphates, pour votre cacao, pour votre café. Je répète ici ce que j'ai dit sur d'autres tribunes - c'est une vérité d'évidence, elle a pourtant besoin d'être sans cesse rappelée - que les pays industriels feraient mieux d'acheter les ressources naturelles et les matières premières à leur véritable prix plutôt que de spéculer, de conduire des millions d'hommes à la misère pour ensuite redistribuer des aides insuffisantes.\

J'ai répété - vous avez bien voulu le rappeler - aussi bien à Mexico qu'à Cancun, à Ottawa qu'à Versailles et à Paris, un certain nombre d'obligations : le soutien du cours des matières premières, je viens de le dire £ mais aussi parvenir à l'autosuffisance alimentaire partout où cela est possible, j'y reviendrai dans un moment £ mais aussi développer les instances internationales pour la production et l'utilisation d'énergies autres que le pétrole. Il n'est pas normal de voir des pays disposer de ressources hydrauliques, de ressources dans leur sous-sol, de matières biologiques et de l'aide du soleil et ne pouvoir qu'être aujourd'hui les acheteurs ruinés d'un pétrole qui pendant longtemps a signifié le principal déséquilibre de l'économie internationale. C'est dans une constante collaboration dans les instances internationales que seront trouvés les moyens d'amener à de plus justes conceptions, à une meilleure perception de l'intérêt général les Etats qui par doctrine, mauvais calcul ou égoïsme freinent ou bloquent les indispensables évolutions.\

La France, pour sa part, continuera de participer à toutes les recherches indispensables, y compris celles du pétrole qui représente un potentiel de moyens et de disponibilités non négligeables, certes, et qui peut représenter une richesse nouvelle pour quelques-uns des pays qui se trouvent dans cette région d'Afrique. Ce continent vous le savez, occupe une place privilégiée dans les orientations de politique et de coopération française. C'est un sentiment très fort et profondément partagé par mes concitoyens qu'entre la France et l'Afrique, et plus particulièrement encore l'Afrique noire, l'Afrique sud-saharienne - sans oublier naturellement le reste de l'Afrique qui nous est chère - existe une évidente conjonction d'intérêts, une naturelle communauté de destin et même de culture. Celles-ci sont inscrites dans la géographie et dans l'histoire. Je pense que nous devons tirer satisfaction et réconfort de voir que ce sentiment de commune responsabilité s'impose chaque jour davantage à la plupart de nos partenaires européens. Car c'est vrai qu'un relais du côté de la Communauté européenne permet d'assurer nos espoirs. Il suffit de parler dans cette ville, à Lomé, pour évoquer quelques-uns des plus grands actes de solidarité inter-européenne et africaine `accords de Lomé`, une solidarité qu'il faut désormais renforcer. Il doit être bien clair à tous que cette priorité de la politique française restera intangible et il va de soi que l'Afrique francophone - je vous entends chanter, parler et j'en suis fier dans la langue qui est la nôtre - il va de soi que l'Afrique francophone tout particulièrement, restera au premier rang des engagements de mon pays.\

Le Togo doit savoir qu'il peut compter dans son oeuvre de promotion économique et sociale sur le maintien de l'aide de la France qui ne connaîtra ni réduction, ni traitement désinvolte et même, nous en avons parlé, sur certains points essentiels, cette aide sera renforcée. Il a été décidé au cours de récentes discussions que la participation technique apportée par des spécialistes français sera redéployée et concentrée pour tenir -compte des besoins particuliers du Togo. Notamment pour l'effort d'équipement accompli au cours de ces dernières années, ce qui est remarquable, pour qu'il ne tombe pas dans la sous efficacité à quoi vous seriez contraints, obligés que vous êtes de subir ce que j'appelais tout à l'heure les fluctuations de la crise internationale. Cet engagement sera tenu et les ministres français ici présents, MM. Claude Cheysson `ministre des relations extérieures` et Christian Nucci `ministre de la coopération et du développement` y veilleront particulièrement eux-mêmes.\

De même sera suivie et épaulée notre volonté d'atteindre vos objectifs de développement auto-centrés, d'auto-suffisance alimentaire à laquelle vous parvenez déjà. Ce qui représente non seulement un héritage de siècles de travail par une paysannerie tout à fait remarquable, mais aussi un effort d'adaptation que je salue ici dans la production agricole particulièrement. Et

j'observais tous à l'heure ce beau chant qui marquait la célébration ici même par les travailleurs de ce pays de tout ce qui peut être la tâche de l'ouvrier et celle du paysan. Ce sont là des orientations que j'approuve. La dure expérience de certains pays proches du vôtre, démontre suffisamment que le café et le cacao, le coton, plus humblement peut être le manioc et le mil, sont davantage garants à long terme de la bonne santé d'une nation, que l'exploitation exclusive de richesses vite épuisées et sensibles à tous les aléas des marchés internationaux. La France sait aussi que le Togo comme bien d'autres qui traversent cette ère qu'il est presque trop aisé d'appeler une ère de difficulté - cela a déjà abouti au déséquilibre et à la catastrophe pour certains pays plus riches que le vôtre dans d'autres régions du monde - le Togo doit savoir qu'en raison des initiatives prises sous l'égide du Président de la République togolaise, le Général Eyadema, que ses efforts et ses réussites honorent le peuple tout entier qui s'est fait remarquer par son courage et sa lucidité. Le Togo doit savoir, chacun assumant ses responsabilités, que dans ce passage tourmenté, je veillerai moi-même à ce que la France reste fidèlement à vos côtés. Elle continuera d'expliquer la cause du Togo aux organismes financiers internationaux. Elle consacrera dans le cours même de cette année un effort important pour rétablir les équilibres compromis.\

Vous avez évoqué tout à l'heure, monsieur le président, certains points chauds qui provoquent aujourd'hui sur le continent africain des drames nationaux et des drames personnels. Vous vous êtes attardé un moment sur le problème de l'Afrique australe, de la Namibie. Vous savez, en tous cas, chacun ici doit savoir que la France remplit un rôle d'émulation au premier rang de toutes les nations du monde au sein du "groupe de contact" qui a pour charge de préparer les voies de la véritable indépendance et de la paix en Namibie et dans cette région du monde. Nous avons constamment relancé cette -recherche et nous pensons comme vous, à la fois qu'il n'est pas possible que se perpétue un -état intérieur de ségrégation humaine et sociale mais pas davantage une situation de guerre. Chacun sait bien que plus se perpétue un conflit local ou régional, plus grandes sont les chances ou, plutôt, plus grands sont les risques de voir les super-puissances `Etats-Unis - URSS` venir aussitôt et développer ce conflit régional en germe de conflit mondial. C'est donc la sagesse qui inspirait vos propos, je ne le reprendrai pas à mon compte. Il est déjà dans mon esprit que rien ne doit être négligé pour aller vers une paix sage et équilibrée dans cette partie du monde.

- Je ferai la même recommandation là où l'Organisation de l'unité africaine s'est trouvée confrontée à des difficultés au-cours de ces dernières années, là où en effet des peuples et des Etats se querellent, là où la paix intérieure ne parvient pas à dominer les relations entre les hommes. J'ai constamment dit, je l'avais fait à Kinshasa `conférence France - Afrique` lorsque nous avons eu le plaisir de nous retrouver récemment, que la France souhaitait ardemment que soit préservée l'unité de votre organisation africaine si nécessaire au dialogue et aux projets, bien entendu, au-prix que vous estimerez nécessaire pour que la concorde et l'harmonie prévalent sur les ambitions diverses. Ce voeu pour le maintien de l'Organisation de l'unité africaine `OUA`, je le répète ici, fait confiance au sens de la responsabilité des chefs d'Etats qui en décideront.\

En confirmant son aide aux Togolais la France veut certes témoigner de son esprit de fraternité. Mais je le dirai parce que je le pense, elle le fait aussi dans son juste intérêt. C'est aussi l'intérêt du monde occidental, du monde industriel que de multiplier les termes de l'échange, que de développer les productions, que de permettre au tiers monde de réalimenter les circuits mondiaux des centaines de millions - bientôt des milliards - d'êtres humains qui souffrent de toutes les misères qu'inflige la -nature quand il ne s'agit pas d'inhumaines sociétés. Pour ces centaines de millions, bientôt ces milliards d'êtres humains seront relancés les progrès dans tous les domaines utiles si les pays dit "du Nord", en tous cas les pays industriels, ont la sagesse de comprendre, qu'ils ne retombent pas dans les erreurs d'hier. S'ils osent donner à ces peuples du tiers monde les chances qu'ils méritent qui est d'abord la chance de vivre en travaillant, en produisant, en apprenant, en abordant davantage encore à-partir d'une culture traditionnelle, cette culture universelle à laquelle nous participons.

- J'ai conscience qu'en soutenant un peuple comme le vôtre, monsieur le président, le peuple

togolais fier de son passé, travailleur, plein de ressources et doté d'une élite intelligente et cultivée, la France assure son indépendance. Car aider les pays indépendants à le rester, c'est finalement s'aider soi-même.

- Depuis le début de mon septennat, c'est le sens même de ma politique en Afrique, de ma politique de coopération et de développement partout dans le monde que j'ai demandé au gouvernement de mettre en oeuvre : faire que ce continent africain soit fort et libre & le soustraire aux compétitions qui pourraient le déchirer & décourager par avance les mêmes tentatives ailleurs dans le monde. Voilà une tâche qui nous requiert. Je suis sûr que ce langage, monsieur le président, que je salue encore ici au moment de ma péroraison comme je l'ai fait pour commencer, je suis sûr que ce langage ne saurait être mieux compris qu'à Lomé, terre de rencontre et de conciliation mais aussi terre de passion, de travail pour la liberté.

- Vive la liberté, vive la République togolaise, vive l'amitié franco - togolaise.\